



LÉGATION DE SUISSE

 EN
 TCHÉCOSLOVAQUIE
 No 3.

En circulation

10.3.

A. Gp.

PRAGUE 2 mars 1948

 Réf.: { notre 141-1-o/G.-AR.
 votre
Confidentiel.

*Retour
12. III. 48 / dg*

 Monsieur le Conseiller Fédéral,

Lors de la visite que j'ai faite samedi dernier à M. Heidrich, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, j'ai eu l'occasion de causer avec lui de la crise politique présente.

Mon interlocuteur, qui a été un des principaux animateurs de la résistance tchécoslovaque et a passé des années dans des camps de concentration pour être sauvé au dernier moment du peloton d'exécution, a toujours été considéré comme un des fidèles du Président Benes et un pilier du parti national-socialiste. A vrai dire, depuis quelques mois, on disait qu'il avait donné des gages au parti communiste et son attitude paraissait un peu ambiguë. Aux dernières nouvelles, il semble que ces gages - s'ils ont existé - n'ont pas suffi, et qu'il est sur la liste d'épuration des Affaires étrangères, dont on attend la publication pour un de ces jours, et dont la victime qui nous touche le plus directement est M. le Ministre Andrial.

M. Heidrich met assez nettement la responsabilité de ce qui s'est passé sur M. Zenkl, qui dit-il, s'est trop avancé, et qui a agi trop vite, et sans avoir gardé le contact avec M. Benes, dont, en sa qualité de chef du parti socialiste-national, il aurait dû prendre l'avis. Le Président aurait

 Au Département Politique Fédéral,
 Affaires Politiques,
B e r n e .

./.



été très mécontent de la démission des Ministres nationaux-socialistes et démocrates donnée sans son aveu, qu'il aurait considéré comme une faute tactique grave et qu'il aurait vivement blâmée. Selon M. Heidrich, on pouvait encore gagner du temps. Cela paraît un peu facile à dire post factum. Par plusieurs mois de préparatifs et d'offensives de détail toutes dirigées dans le même sens et vers le même but, depuis la crise slovaque de cet automne, l'impôt sur les millionnaires, le noyautage de la police, l'appui constant donné à toutes les critiques et violences de son parti par le président du conseil, l'état d'esprit dans les partis du centre et de droite et même d'une fraction du parti social-démocratique, la tension était devenue telle qu'une explosion devait se produire. Ou bien ces partis pouvaient attendre et laisser leurs adversaires continuer à les grignoter, ou bien ils devaient risquer la partie. Qu'ils l'aient risquée dans de mauvaises conditions est de leur faute, mais il est probable que de bonnes conditions n'ont jamais existé pour eux. Le jeu était joué depuis Kosice, peut-être même depuis la visite du Président Bénéš à Moscou, en 1945, peut-être même depuis que M. Roosevelt laissa à l'URSS de libérer Prague. Ce qui a surpris, c'est qu'après tant de déclamations que l'on était prêt, que tout était prévu, que les communistes ne passeraient pas, la résistance ait été à peu près nulle. Seuls les étudiants ont un peu résisté. Le reste s'est soumis avec une facilité déconcertante. On dirait que le public, qui n'a pas encore surmonté la dépression morale du temps du Protectorat, retombe dans l'ornière et dans une sorte de passivité. On est indigné, mais terrifié. On s'attend au pire, et on s'y résigne. On dit que le joug russe sera plus dur que l'allemand, mais on espère qu'il durera moins longtemps. On n'a plus d'espoir que dans la guerre. Les Tchèques ne feront pas leur salut eux-mêmes.

L'avenir paraît sombre à M. Heidrich. Il ne croit pas que le Président Bénéš puisse se maintenir. Du reste, il est malade. Voir l'oeuvre d'une vie ruinée deux fois en dix ans est un sort cruel. La Tchécoslovaquie passera par où

- 2 -

les autres pays satellites ont passé. Après elle, la Finlande, et puis ? M. Heidrich a confiance dans la France et l'Italie. Par contre, il croit la Grèce condamnée. Quant à l'Autriche, il se demande si la politique russe présente ne serait pas de laisser faire la paix, dans le but de faire quitter le pays aux Anglais et Américains, la graine communiste ayant déjà assez germé pour que la récolte vienne d'elle-même. En ce qui nous concerne, il pense que la stabilité politique et économique de la Suisse la met à l'abri sinon de tentatives de l'extrême-gauche, du moins de leur succès. Si je dois prendre ceci pour un testament politique, il est pessimiste.

Le Président Benes a quitté Prague samedi. Un fonctionnaire, limogé depuis, de son secrétariat, me dit qu'il faut comprendre exactement la portée du communiqué de la Chancellerie présidentielle : "Le Président et Mme Benes ont abandonné (traduction littérale) le château à 15h.20 et se sont retirés dans leur propriété privée de Sezimovo Usti". M. Benes aurait remarquablement supporté les émotions de ces derniers jours, mais il est très atteint et il faut s'attendre à la réaction. Jusqu'ici M. Benes n'est pas rentré à Prague.

L'épuration suit son cours avec une grande rapidité et sans aucun ménagement. Les gens mis à pied se comptent par milliers. On dit que 6000 personnes ont passé la frontière de la zone américaine, où on les placerait dans des camps. Il est évident que, pour les représentants étrangers d'occident, qui n'ont pas d'attaches dans le nouveau monde de l'administration, tout est à reprendre à pied d'oeuvre.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

